

Participation du public à la discussion sur l'environnement

Consacré à la méthodologie générale du projet CLEAR, l'article précédent explique pourquoi les citoyennes et les citoyens doivent être associés à l'évaluation intégrée des phénomènes environnementaux complexes. Le présent article¹ montre que cette participation n'est pas seulement souhaitable en théorie, mais aussi nécessaire en pratique. Il s'agit de voir en détail comment la participation de la population a été organisée dans le projet européen ULYSSES et dans le projet suisse CLEAR et quels en sont les résultats.

Deux exemples récents illustrent l'importance pratique de la participation du public au débat sur les problèmes environnementaux. Dans les deux cas, on voit que la population perçoit les problèmes environnementaux de manière totalement différente par rapport aux décideurs, ce qui débouche inévitablement sur un fiasco. En 1995, la compagnie Shell décide d'éliminer sa plate-forme de forage Brent Spar pour cause de désuétude en la coulant dans l'Atlantique nord. En dépit de quelques arguments plausibles, selon lesquels il s'agirait là de la solution à la fois la plus économique et la plus écologique, Shell est forcé de revoir sa décision suite à une lame de fond venue du public, largement opposé à cette manœuvre d'immersion. La conséquence? Des coûts énormes et une perte d'image substantielle pour la compagnie pétrolière. De même, on observe un mouvement d'opposition toujours plus marqué de la population à l'endroit des aliments transgéniques. Né en Europe, ce mouvement d'opposition a fait l'effet d'un retour de balancier aux Etats-Unis. En effet, la société Monsanto, leader américain des produits agricoles, a tenté de gagner les consommateurs européens à la cause des aliments modifiés génétiquement. Cette tentative s'est soldée par un échec, car elle a eu lieu en même temps que le scandale de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine, communément appelée maladie de

la vache folle). Concernant l'ESB, le public européen s'est soulevé contre les autorités tolérant à la fois un système de production agricole, qui engraisse des animaux herbivores avec des déchets d'abattoir, et le laxisme des contrôles sanitaires.

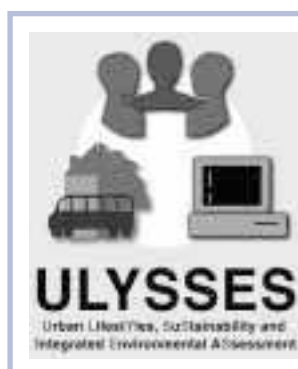
Ces deux cas d'espèces sont riches d'enseignements. Lorsqu'il s'agit de prendre une décision touchant à des problèmes environnementaux complexes, il s'avère risqué de s'appuyer uniquement sur les expertises de spécialistes. En biotechnologie, les scientifiques cherchent à déterminer l'impact potentiel des organismes transgéniques sur la santé humaine et les écosystèmes. Dans le cas de l'ESB, on a cherché la méthode de surveillance optimale pour un système de production agricole qui engraisse avec des déchets carnés des animaux qui soit herbivores de par leur nature. Mais pour bon nombre de consommatrices et de consommateurs, la question fondamentale est tout simplement de savoir si cette forme de production est tolérables

en soi. On voit donc qu'en se limitant au point de vue des spécialistes, on court le risque d'ignorer les aspects qui revêtent précisément une importance majeure pour le public. Il n'est donc guère surprenant de voir les décideurs aussitôt surpris par l'indignation du publique.

A l'inverse, on aurait tort de se baser exclusivement sur l'opinion publique. Dès lors, le dilemme de toute politique environnementale est de choisir entre technocratie et populisme, tout en sachant que ni l'un ni l'autre ne suffit en soi. Pour sortir du dilemme, il est nécessaire de trouver une procédure associant savoir scientifique et discours social. Telle qu'elle a été pratiquée dans le cadre des projets ULYSSES et CLEAR, l'intégration de la population dans les projets d'évaluation environnementale constitue un pas dans cette direction.

Intégration de la population

ULYSSES et CLEAR ont constitué des groupes de réflexion chargés d'établir l'opi-



ULYSSES est l'acronyme de *Urban Lifestyles, Sustainability and Integrated Environmental Assessment*. Ce projet a pour objectif principal de développer des méthodes de participation pour l'évaluation environnementale intégrée et d'appliquer ces méthodes à la question des changements climatiques et de la consommation d'énergie.

ULYSSES a bénéficié du soutien financier de la Direction générale de la recherche de la Commission européenne (Fourth RTD Framework Programs, Environment and Climate, Human Dimensions of Climate Change). Les équipes de recherche étaient placées sous la direction de Carlo C. Jaeger, Silvio Funtowicz, Brian Wynne, Salvador Giner, Asa Gerger, Maria Giaoutzi, Ferenc Toth, Jill Jäger, Jerry Ravetz, Bernd Kasemir, Jeroen van der Sluijs et de John Robinson.

¹ Le présent article correspond largement à l'article publié par B. Kasemir, D. Schibli, S. Stoll et C. C. Jaeger «Involving the Public in Climate and Energy Decisions.» *Environment*, Avril 2000, p. 32-42.



Ralf Schüle, Francfort, groupe 4

Fig. 1
Photomontage consacré au thème «Augmentation incontrôlée de la consommation d'énergie».

nion du citoyen moyen à propos des changements climatiques. L'idée des groupes de réflexion n'est pas nouvelle, puisqu'elle est souvent appliquée aux études de marché et aux sondages d'opinion [1]. Les groupes de réflexion ULYSSES et CLEAR ont été spécialement constitués pour répondre aux exigences de l'évaluation environnementale intégrée [2]. En lieu et place d'informations très détaillées, mais atomisées, l'évaluation environnementale intégrée vise à fournir l'image complète d'un problème complexe, utilisable pour les décideurs [3]. Après quelques réponses spontanées à diverses questions sur l'environnement, les participants ont eu la possibilité de s'informer sur les résultats les plus récents de la recherche scientifique. A la fin du débat, ils ont en outre eu la possibilité de formuler par eux-mêmes l'opinion générale du groupe.

Afin de réunir un grand nombre d'opinions dans toute l'Europe, des groupes de réflexion ont été constitués dans les sept villes suivantes: Athènes, Barcelone, Francfort, Manchester, Stockholm, Venise et Zurich. Compte tenu des groupes pilotes, le nombre des participants a totalisé quelque 600 personnes réparties dans toute l'Europe. Les groupes ont été soigneusement constitués afin d'assurer un panachage optimal des participants, tant du point de

vue de l'âge, du sexe, du revenu, du niveau de formation que des jugements de valeurs en matière d'environnement. Par exemple, des quotas ont été prescrits pour les universitaires et les artisans, pour les écologistes et les non-écologistes, pour les personnes favorables au renforcement de la législation environnementale et les personnes étant d'avis contraire. Chaque groupe de réflexion était constitué de six à huit personnes.

Chaque groupe s'est réuni cinq fois pour un débat de deux heures et demie, sous la présidence d'un animateur. Les groupes de réflexion ont travaillé en trois temps.

Dans un premier temps, les participants ont exprimé spontanément leur sentiment à propos des changements climatiques et de l'utilisation de l'énergie. Ils ont par exemple exprimé par des photomontages à quoi ressemblerait leur ville dans trente ans selon deux scénarios, d'une part en maintenant la consommation d'énergie telle qu'elle est aujourd'hui, d'autre part en réduisant la consommation d'énergie de 50%. Dans un deuxième temps, les points de vue de divers scientifiques sur des questions environnementales leur ont été présentés. Dans un dernier temps, les participants ont été invités à formuler eux-mêmes leur opinion, p. ex. en répondant par écrit à un catalogue de questions préétabli.

Changements climatiques et perspectives

Que pense l'Européen moyen des changements climatiques et de leur réduction? C'est ce que nous voulons voir en analysant les réponses des groupes de réflexion de Barcelone, de Francfort, de Stockholm et de Zurich à propos de deux sujets essentiels, à savoir: les effets probables des changements climatiques et les mesures envisageables pour y remédier.

Dans toute l'Europe, on ressent souvent les effets probables des changements climatiques comme une menace extrêmement sérieuse. Les groupes de réflexion s'attendent tous à une détérioration générale des conditions de vie sur toute la planète. Aucune politique expectative n'est tolérable face à l'ampleur de la catastrophe écologique potentielle et aux risques qu'elle représente pour les générations futures. Il suffit d'entendre les déclarations des participants pour s'en rendre compte.

Gudrun²: «*Quel sera l'avenir de notre belle Terre? Les perspectives sont plutôt sombres. Il y a de quoi avoir peur. Ma seule consolation est que je ne vivrai pas toute cette misère à venir. Mais je veux que mes*

enfants et mes petits-enfants puissent aussi vivre dans des conditions relativement bonnes!» (Stockholm, groupe 4, séance 3). Des craintes analogues s'expriment au travers des photomontages par lesquels les groupes de réflexion ont illustré leur vision de l'avenir en l'absence de tout contrôle de la consommation d'énergie (Fig. 1).

De manière générale, les participants se sont prononcés en faveur des mesures visant à préserver les conditions climatiques, en dépit des incertitudes scientifiques. Ils ont donc privilégié le principe de la prudence en matière de risques climatiques et ont adopté sur ce point une position plus éthique qu'économique. La vision économique des changements climatiques a parfois suscité des animosités ouvertes.

Heike: «*Si j'ai bien compris, plus d'un économiste [...] tente de calculer ce qui est meilleur marché: soit payer pour les conséquences des catastrophes écologiques, soit... C'est tout simplement cynique. Si j'ai bien compris, ils agissent ainsi ... tant que c'est meilleur marché que ce que je devrais faire aujourd'hui pour éviter le pire.*» (Francfort, groupe 2, séance 2).



L'ESB? Je tremble...

² Tous les noms ont été changés afin de préserver l'anonymat des intervenants.

En revanche, les mesures en faveur de la protection du climat sont sans autres considérées sous l'angle économique par les mêmes participants.

Konrad: «Il peut paraître naïf de dire que c'est ce que nous sommes prêts à faire sans discuter les coûts qui en résulteraient.» (Stockholm, groupe 3, séance 2).

La plupart des participants se prononcent en faveur d'une augmentation limitée des prix de l'énergie, mais s'opposent à tout renchérissement massif.

Fabian: «C'est une question de pondération. On le voit bien en Allemagne: le parti des Verts a mené sa campagne tambour battant en préconisant le renchérissement de l'essence à cinq marks le litre pour protéger l'environnement... Maintenant, ils ont toutes les peines du monde à réunir au moins 5% des voix pour pouvoir continuer à siéger au Bundestag. On ne peut ainsi exagérer et s'attendre encore à être élu.» (Lucerne, groupe 12, séance 3).

En général, les groupes de réflexion pensent que la société minergie est préférable à la société consommatrice d'énergie telle que nous la connaissons actuellement. La

société minergie est souvent mise en corrélation avec un style de vie simple dans un environnement préservé à l'état naturel (Fig. 2).

Nombreux sont les participants à vouloir atteindre ce but sans augmentation exagérée des prix de l'énergie. C'est avant tout dans le développement de produits minergie innovateurs qu'ils voient la solution la plus efficace. Quant à la responsabilité, ils l'attribuent aux chercheurs et aux entreprises.

Margot: «On va sur la Lune et plus loin encore, mais on n'est pas en mesure de produire une voiture dont la consommation ne dépasse pas trois litres aux 100 kilomètres. Or c'est techniquement possible, mais le lobby des constructeurs automobiles est tout puissant.» (Francfort, groupe 3, séance 1).

De manière générale, les résultats de ces réflexions thématiques laissent entrevoir que, pour la plupart des Européens, il n'y a pas de protection acceptable du climat si la politique ne se concentre pas sur le développement de solutions bon marché permettant de réduire considérablement la consommation d'énergie.

Conclusions

Comme le démontrent les exemples de Brent Spar, des aliments transgéniques et de l'ESB, les décideurs doivent avant tout savoir quels sont les aspects auxquels le public accorde une importance majeure dès lors qu'il s'agit de prendre une décision politique ou économique. La prise en compte de ces aspects permet d'éviter les mouvements d'opposition et de bénéficier au contraire du soutien de la population. Quels sont les aspects auxquels la population européenne accorde une importance majeure en ce qui concerne les changements climatiques? Dans quelle mesure ces aspects sont-ils effectivement pris en compte dans les décisions prises en Europe pour la protection du climat?

L'enquête a révélé que, de manière générale, l'Européen moyen considère les effets climatiques plutôt sous l'angle éthique que sous l'angle économique. En vertu du principe de précaution, il est souvent fondamentalement favorable à la protection du climat, surtout en raison des incertitudes scientifiques. Dès qu'il s'agit de prendre des mesures de protection, il réfléchit immédiatement en termes de coûts. Il se prononce en faveur de la réduction de la consommation d'énergie, mais refuse toute majoration massive des prix de l'énergie pour parvenir à cette fin. En d'autres termes, si on veut répondre de manière adé-

Ralf Schüle, Francfort, groupe 8



Fig. 2
Photomontage consacré au thème «Réduction massive de la consommation d'énergie».

quate à la conception de l'Européen moyen, il faut d'abord déterminer quels sont les changements climatiques inacceptables, puis analyser comment on peut les prévenir grâce à des innovations technologiques permettant de réduire fortement la consommation d'énergie en occasionnant des coûts aussi peu élevés que possible.



Entré en 1995 à la division Ecologie humaine à l'EAWAG après des études de chimie et de physique théorique, Bernd Kasemir consacre ses recherches à l'intégration de la population et aux investissements écologiques. Il a été responsable de la gestion du projet ULYSSES,

dont la direction scientifique était assurée par Carlo Jaeger.

- [1] Morgan D.L., Krueger R.A. (1998): The Focus Group Kit (Volume 1-6). Sage, London.
- [2] Kasemir B., van Asselt M.B.A., Dürrenberger G., Jaeger C.C. (1999): Integrated assessment of sustainable development: multiple perspectives in interaction. *International Journal of Environment and Pollution* 11, 407-425.
- [3] Weyant J., Davidson O., Dowlatabadi H., Edmonds J., Grubb M., Richels R., Rotmans J., Shukla P., Tol R., Cline W., Frankhauser S. (1996): Integrated assessment of climate change: an overview and comparison of approaches and results. In: Bruce J., Lee H., Haites E. (eds.), *Economic and social dimensions of climate change*, IPCC, Cambridge University Press, Cambridge.



Click&Art

... sans compter la menace des aliments génétiquement modifiés.